



RÉPONDRE À NOS PARTIES PRENANTES

Tirer parti des commentaires de nos parties prenantes

Dès le départ, Lafarge a voulu disposer d'un regard extérieur sur son rapport de développement durable. Depuis 2003, nous bénéficions des commentaires de notre panel officiel de parties prenantes.

Nous nous réjouissons de l'accueil réservé par le panel à la nouvelle structure du rapport 2006, plus particulièrement aux sections Bien comprendre les enjeux et Enjeux clés. Les membres du panel formulent des critiques amicales qui nous obligent à nous remettre en question. Le tableau ci-dessous recense les principales questions soulevées par les commentaires individuels et collectifs du panel, ainsi que nos réponses.

RÉSUMÉ DES COMMENTAIRES	ACTIONS DE LAFARGE
Être efficace et transparent dans l'exercice de notre influence politique pour rehausser les standards du secteur.	Nous définissons notre approche dans la partie Positions publiques. Elle inclut une explication mieux détaillée de nos positions et de nos processus.
Encourager l'engagement des employés afin de favoriser leur participation et d'impliquer les syndicats, notamment au niveau de la conformité environnementale, de la sécurité, de la prévention de la corruption et du programme de santé à l'échelle du Groupe.	Nous couvrons cette question dans les parties Valeurs et gouvernance, Employés et Santé & sécurité.
Détailler la participation et les droits des collaborateurs, y compris des fournisseurs, dans les comités de santé et de sécurité. Détailler les formations systématiques en matière de santé et de sécurité au travail.	Nous couvrons ces questions dans la partie Santé & sécurité; ces thématiques bénéficient désormais d'une section spécifique.
Répondre aux impacts majeurs du Groupe sur les communautés locales, plus particulièrement dans les pays émergents, et élaborer des indicateurs efficaces des investissements dans les communautés.	Nous traitons ce sujet à la fois dans les sections Relations avec nos communautés et Marchés en croissance. La question des indicateurs sera intégrée à la réalisation de notre objectif dans ce domaine.
Envisager comment Lafarge peut faire du développement durable une valeur ajoutée pour ses clients. Envisager les services de Lafarge aux clients à faible revenu.	Nous traitons ces questions dans les parties Connaître Lafarge, Clients et solutions ainsi que Marchés en croissance
Clarifier les garanties du respect des normes courantes au sein du programme de santé à l'échelle du Groupe.	En cours. Notre approche est définie à la fin de la section Santé & sécurité.
Clarifier les priorités du programme VIH/sida et malaria.	Nous couvrons plus en détail nos programmes actuels. Les avancées en direction de notre objectif à l'horizon 2010 seront détaillées dans les prochains rapports.
Dans la stratégie de croissance de Lafarge, garantir que tous les sites sont soumis à des audits environnementaux externes dans le cadre des procédures de vigilance usuelles et que les mises aux normes selon les bonnes pratiques mondiales sont intégralement chiffrées et intégrées à la stratégie d'acquisition de l'entreprise.	Nous couvrons intégralement cette question dans la partie Changement climatique. Toutes les acquisitions prennent en compte la mise en conformité aux normes mondiales de Lafarge.
Étendre les prévisions de CO ₂ au-delà de 2010. Évaluer les possibilités techniques de réduction des volumes de ressources primaires utilisés et de limitation de la contribution du secteur au changement climatique, tout en anticipant une augmentation de 80% de la demande en ciment.	Nous avons pris ces facteurs en considération dans l'élaboration de la partie Changement climatique: Défis et solutions. Nous restons centrés sur nos ambitions à l'horizon 2010 et nous travaillons à la définition de nos objectifs au-delà de 2010.
En dire plus sur les matières premières alternatives.	Cette question est traitée plus particulièrement dans la partie Approvisionnement et matières premières
En dire plus sur la réduction des polluants persistants.	La publication de données cette année constitue une première étape vers un meilleur reporting dans ce domaine.
Clarifier l'engagement et les avancées de Lafarge en matière de construction durable.	Nous le faisons en traitant la Construction durable de manière exhaustive dans la partie Changement climatique : Défis et solutions de ce rapport.

Opinion du panel de parties prenantes sur notre Rapport 2007

Notre mission consiste à poser un « regard critique amical » sur la stratégie de développement durable et les pratiques de reporting de Lafarge, de suggérer des améliorations et de formuler chaque année un avis sur la politique de responsabilité du Groupe. Nous soulignons ci-dessous les principaux domaines où des progrès ont été accomplis en 2007 et ce qu'il reste à améliorer dans la politique et le Rapport de développement durable. Cela étant, nous ne vérifions pas les données, ni ne garantissons les résultats communiqués.

Communication

Le Rapport de développement durable 2007 est pédagogique et accessible. Nous apprécions qu'un grand nombre d'initiatives en matière de responsabilité sociale soient la représentation d'un éventail commun de valeurs portées par l'équipe dirigeante. Des progrès tangibles ont été constatés ces dernières années et doivent se poursuivre. Par exemple, Lafarge a réalisé des avancées considérables en matière de protection de l'environnement, mais nous continuons d'émettre des réserves concernant le reporting sur les polluants persistants, aspect pour l'instant moins clair et moins transparent que d'autres champs du reporting. Le chapitre sur les relations avec les parties prenantes s'est véritablement amélioré mais doit encore aller plus loin. De fait, une meilleure communication de Lafarge en la matière permettrait au Groupe de prouver sa capacité à anticiper les problèmes au niveau local. Dans ce cadre, le projet d'extraction de sable au large des côtes bretonnes, actuellement à l'étude, devrait être mené de front avec les autorités locales et d'autres parties prenantes légitimes au niveau local et soumis à leur approbation. Ce projet ne doit aboutir que s'il n'implique aucun dommage sur les autres activités essentielles à l'économie locale, comme la pêche et le tourisme. D'une manière générale, les difficultés liées aux parties prenantes locales sont susceptibles de se multiplier, notamment depuis l'acquisition d'Orascom Cement. De nouveaux exemples de dialogue à l'échelle régionale et nationale seraient alors bienvenus pour montrer que les bonnes pratiques à l'échelle du Groupe sont réellement transposées à tous les niveaux. Enfin, certains d'entre nous pensent que Lafarge ne communique pas suffisamment sur la formation des personnels hors cadres. Nous souhaiterions savoir comment le Groupe promeut et met en œuvre des formations pour les ouvriers et contribue ainsi à une meilleure employabilité, les restructurations ayant entraîné 4846 suppressions de postes en 2007. Nous félicitons Lafarge pour son traitement de la version G3 des consignes GRI et de la loi NRE, ainsi que pour sa réponse détaillée aux commentaires formulés l'an dernier. Nous apprécions particulièrement que Lafarge nous ait communiqué des données quantitatives provisoires et non vérifiées en aval de la publication, répondant ainsi à l'une de nos exigences.

Défis du changement climatique

Nous apprécions la détermination de Lafarge à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à apporter des solutions en matière de construction durable. Lafarge occupe une place de choix pour influencer de manière positive le secteur de la construction. Nous apprécions également que Lafarge ait suivi nos conseils et mis l'accent sur la construction durable suite aux manques constatés dans le rapport l'an dernier. Nous notons cependant que ce chapitre se concentre sur l'énergie

contenue dans les composants du béton, plutôt que sur l'utilisation des bâtiments. Environ 85% de l'énergie consommée par un bâtiment l'est pendant son utilisation, c'est donc là que réside le principal impact environnemental et énergétique. Pour mieux se positionner en tant que fournisseur global de solutions de construction durable, Lafarge doit se concentrer sur la période d'utilisation des bâtiments. Nous comprenons cela dit que les efforts de Lafarge pour rationaliser la production et la rendre plus durable sont un processus en cours. La réduction des émissions de gaz à effet de serre implique d'autres acteurs. Nous aimerions constater plus d'engagement de la part du Groupe non seulement en tant que producteur / contributeur / leader d'opinion, mais également en tant que partenaire et collaborateur. Ceci implique par exemple de collaborer avec les architectes et les autres partenaires commerciaux, ou de dépasser le cœur de métier traditionnel pour produire de nouveaux produits et services permettant la création de bâtiments efficaces et optimaux en termes de développement durable. Le fournisseur de matériaux de construction qu'est Lafarge ne peut se contenter de laisser les autres acteurs du secteur agir seuls pour réduire l'empreinte écologique des bâtiments. Ainsi, quand Lafarge fournit des matériaux pour construire un stade en Afrique du Sud, l'entreprise discute-t-elle des possibilités de faire de cet édifice et des infrastructures de transport environnantes des constructions plus durables et plus adaptables aux besoins locaux de développement ? Nous sommes conscients qu'en tant que premier producteur mondial de ciment, Lafarge exerce une influence directe sur environ 0,3% des émissions de CO₂ dans le monde ; d'où l'importance d'avoir déjà réduit les émissions par unité de ciment produit de 16 % par rapport à 1990 et de respecter l'engagement d'atteindre l'objectif de 20% de réduction d'ici à 2010. Nous comprenons que la croissance de Lafarge hors d'Europe rend cet objectif très audacieux, mais en tant que Panel, nous considérons qu'il est vital pour Lafarge de continuer à rénover les sites non standard acquis par le Groupe. Nous savons bien que la demande en ciment augmente et que les réductions des émissions de CO₂ par unité produite sont largement compensées par l'augmentation constante du volume total de production. La recherche d'une solution à ce problème soulève un certain nombre de questions que le panel souhaiterait examiner à l'avenir. Nous envisageons notamment d'inciter Lafarge à participer à un programme de compensation carbone.

Croissance dans les pays émergents

À mesure qu'il étend son implantation dans les pays émergents, le Groupe ne doit pas perdre de vue ses engagements dans des domaines parfois sensibles comme le respect des droits de l'homme, le maintien

de relations solides avec les communautés locales et la lutte contre la corruption. Nous saluons la volonté de Lafarge de rendre conformes aux standards du Groupe tous les sites acquis dans le monde. Un problème récurrent dans le secteur de la construction, et où Lafarge peut jouer un rôle prédominant, est la lutte contre la corruption. Cet aspect demeure un grave problème dans un secteur impliquant divers acteurs et de nombreuses PME. C'est sur ce point que nous encourageons le plus Lafarge à accentuer son rôle de leader international et à catalyser ses actions par son implication dans des associations professionnelles et des initiatives volontaires comme le Pacte mondial des Nations Unies. Les audits fournisseurs et la référence aux principes du Pacte mondial dans les contrats des fournisseurs doivent être pris très au sérieux. Nous nous félicitons que les droits de l'homme aient été inscrits à l'ordre du jour de la dernière réunion du Panel. Le prochain rapport devra inclure une analyse des conséquences de l'acquisition d'Orascom, préciser dans quels pays les anciennes unités Orascom sont implantées et de quelle manière Lafarge y garantit le respect des droits de l'homme. Le Groupe doit enfin soutenir les dirigeants locaux dans la mise en œuvre du Code de conduite des affaires, ce qui pourrait être facilité avec l'aide d'un organisme tiers chargé de contrôler le processus.

Progrès sur les engagements

Le développement durable est manifestement mieux intégré au cœur de métier du Groupe, comme le prouve la dernière réunion en date avec le Comité Exécutif de Lafarge. Nous saluons cette occasion de consulter le premier rapport d'avancement des Ambitions développement durable 2012 et nous encourageons Lafarge à poursuivre ses efforts. Dans un contexte de croissance, plus spécifiquement dans les pays émergents, Lafarge doit s'assurer que les meilleurs standards sont appliqués dans toutes les filiales.

MEMBRES DU PANEL

- Marion Hellmann (Building and wood Workers International)
- Jean-Paul Jeanrenaud (WWF)
- Philippe Lévêque (CARE)
- Karina Litvack (F&C Asset Management)
- Cornis van der Lugt (PNUE)
- Alastair McIntosh (Centre for Human Ecology)
- Manfred Reuer (Comité d'Entreprise Européen)
- Livia Tirone (Architecte)
- Simon Zadek (AccountAbility - n'a pas formulé de commentaires sur le rapport)